

# Éditorial

## LE REVERS DE LA MÉDAILLE



Le Dr John P. O'Keefe

**A**u cours des derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de politiciens fédéraux et de remarquer que la plupart d'entre eux s'intéressent vivement aux questions qui préoccupent les dentistes. Je me souviens en particulier de l'éloge chaleureux réservé par 2 personnes aux dentistes et à la dentisterie.

Selon l'un d'eux, les dentistes font partie d'un groupe que les députés aiment rencontrer. On nous voit en effet comme des personnes travailleuses, consciencieuses et faisant beaucoup de bien par leur travail professionnel et leur participation à la vie de la collectivité.

De l'avis d'un autre député, les dentistes ont de bonnes raisons d'être fiers d'eux-mêmes, vu la qualité des soins dentaires et de la santé buccodentaire qui distinguent nettement le Canada de la plupart des autres parties du monde. «Pourquoi les dentistes ne se vantent-ils pas plus de leurs réalisations», me demandait ce député. «On ne vous entend pas assez chanter vos propres louanges!»

Peut-être est-ce parce que la culture de la profession dentaire ne se prête guère à des exercices voyants d'autosatisfaction et que, de façon générale, les dentistes éprouvent une fierté tranquille à propos de leurs réalisations et de celles de la profession, tout en s'efforçant sans cesse d'améliorer leur travail et de répondre aux besoins des Canadiens en matière de santé buccodentaire. Quelle que soit la qualité de notre travail, nous pouvons toujours améliorer la prestation des soins et chercher à mieux faire.

Chaque fois que je parle de la prestation des soins de santé à des étudiants, je ne manque pas de souligner que, selon moi, il n'existe pas de régime parfait. La capitation incite à traiter insuffisamment les patients, alors que le système de paiement à l'acte en vigueur dans les cabinets privés ne permet pas à tous les patients qui le souhaiteraient d'accéder aux soins dentaires.

Ce problème a été mis en lumière de façon probante dans une thèse de doctorat que j'ai eu l'occasion de parcourir récemment. Rédigée par le Dr Christophe Bedos de Montréal, cette recherche examine les facteurs qui influent sur la demande de soins dentaires et sur leur utilisation au Québec.

Les résultats de l'étude montrent qu'au Québec, environ 75 % des adultes de 30 à 44 ans consultent le dentiste à des fins préventives. Bonne nouvelle, assurément! Le revers de la médaille apparaît toutefois quand on apprend que, loin d'adopter ce comportement préventif, les personnes situées plus au bas de l'échelle socio-économique attendent souvent que des symptômes apparaissent pour consulter le dentiste et ont même tendance à retarder longuement leur visite après l'apparition des symptômes. Le fait de savoir que, dans notre société, une minorité assez considérable endure de telles souffrances ne peut que nous préoccuper. La pauvreté est une question sur laquelle doit se pencher la profession dentaire.

Trouver des solutions à la question soulevée dans cette thèse demandera l'intervention de nombreux esprits

avisés. La profession dentaire ne parviendra pas toute seule à résoudre le problème. Elle aura besoin de la collaboration des gouvernements, de partenaires des secteurs public et privé, de même que d'organismes sans but lucratif pour resserrer les mailles du filet de sécurité canadien dans le domaine des soins dentaires. Le défi consiste à conserver les meilleurs aspects du système actuel, tout en veillant à ce que l'ensemble de la population puisse avoir accès aux soins préventifs nécessaires à la santé buccodentaire.

Les besoins de la population vieillissante en matière de soins dentaires représentent un autre défi pour la profession. Le Canada compte une vaste cohorte de baby-boomers qui bénéficient de bons régimes de soins dentaires et qui continueront à le faire jusqu'à leur retraite. Après quoi, la plupart de ces personnes, appelées à vivre encore bien des années, perdront en grande partie le bénéfice de ces régimes. Comme les traitements dentaires de qualité qu'elles auront reçus tout au long de leur vie professionnelle demanderont inévitablement un entretien soigné et coûteux, ces personnes subiront un choc douloureux si elles doivent supporter de perdre des dents en raison des options limitées dont elles disposent dans le domaine des soins dentaires. Si M. Tim Brown et le Dr Wayne Raborn ont raison (voir p. 373 de cette édition), il se pourrait en outre qu'on assiste à une pénurie de dentistes pour répondre à ces besoins.

Tous ces facteurs, alliés à l'influence toujours mieux connue de la santé buccodentaire sur l'état de santé général, m'amènent à poser une question qui incite nécessairement à la réflexion à une époque où on se penche sur l'avenir des soins de santé au Canada. La dentisterie est-elle un service médical «essentiel», ou bien existe-t-il un adjectif plus exact pour décrire l'importance qu'elle revêt aux yeux des Canadiens?

*John O'Keefe*

*1-800-267-6354, poste 2297  
jokeefe@cda-adc.ca*